

17-12-2002

18-02-2003

NR,
N°

65 475 160/328.02

9

**Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional
de la Région Wallonne**

*Convention collective de travail relative
à l'octroi d'une allocation complémentaire de chômage en faveur
de certains travailleurs âgés licenciés*

CHAPITRE I - Champ d'application

Article 1

La présente convention s'applique aux travailleurs et aux employeurs ressortissant à la Sous-commission Paritaire du Transport Urbain et Régional Wallon.

Pour l'application des dispositions de la présente convention, on entend par travailleurs, les ouvriers et les ouvrières, les employés et les employées en ce compris le personnel de direction.

CHAPITRE I - Principes et modalités

Article 2

Les travailleurs ayant atteint l'âge de 55 ans au plus tard le 31 décembre 2003 et licenciés pour un motif autre que la faute grave, bénéficieront à l'issue de leur préavis et jusqu'à la date de prise de cours de leur pension de retraite d'une allocation complémentaire de chômage égale à 1 % de leur rémunération de référence par année de service à la société.

Pour le calcul des années de service, il faut entendre les années passées effectivement au service d'une société de transport urbain ou régional exprimées en équivalent temps plein.

Tout excédent de 6 mois ou plus en dehors des années entières est compté pour une année complète.

Les travailleurs âgés de 50 ans et plus qui prestent à temps partiel dans le cadre des dispositions légales et sectorielles relatives à l'interruption de carrière sont considérés comme des travailleurs prestant à temps plein pour le calcul des années de service.

Pendant la période où le travailleur visé au premier alinéa ne bénéficie pas des allocations de chômage au taux de 60 %, il perçoit en outre une indemnité complémentaire compensant la différence entre l'allocation de chômage à 60 % et l'allocation de chômage réellement perçue par lui.

Lorsque l'allocation de chômage est réduite en application d'une règle de cumul, la garantie prévue à l'alinéa précédent se calcule sur base de l'allocation de chômage à laquelle le travailleur aurait pu prétendre si l'allocation n'avait pas été réduite du fait du cumul.

La date de prise de cours de la pension prise en considération pour l'application de la présente convention collective est celle résultant de l'application de l'article 64 de l'Arrêté Royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage; toutefois, à la demande expresse du travailleur, la date de prise de cours de la pension peut être anticipée à partir de 60 ans.

Article 3

La rémunération du travailleur est calculée comme suit :

Pour les ouvriers

(salaire horaire x norme) + montant fixe.

Le salaire horaire pris en considération est celui mentionné sur la dernière fiche de paie d'activité.

La norme annuelle est équivalente à 1983,6 heures.

La valeur du montant fixe est actuellement de 1.253,65 EUR.

Pour les employés

(rémunération mensuelle brute X 12) + montant fixe

La rémunération mensuelle prise en considération est la rémunération barémique mentionnée sur la dernière fiche de paie d'activité, à l'exclusion des primes et indemnités non liées directement au bénéfice du barème.

Toutefois, pour les travailleurs qui present à temps partiel, la rémunération prise en considération est la rémunération barémique à laquelle ils pourraient prétendre s'ils exerçaient leurs prestations de travail à temps plein.

La valeur du montant fixe est actuellement de 1.253,65 EUR.

Article 4

L'allocation complémentaire de chômage fait l'objet de l'indexation et est recalculée, le cas échéant, en cas de modification des échelles barémiques applicables au personnel en activité, modifications qui résulteraient d'une convention collective, sauf si cette dernière en dispose autrement.

Article 5

L'allocation complémentaire prévue par l'article 2 est versée chaque mois à terme échu au bénéficiaire.

Article 6

Pour ouvrir le droit à l'allocation complémentaire, le travailleur bénéficiaire de la présente convention est tenu de fournir à son dernier employeur une attestation délivrée par son organisme de paiement des allocations de chômage certifiant qu'il est bénéficiaire d'allocations de chômage.

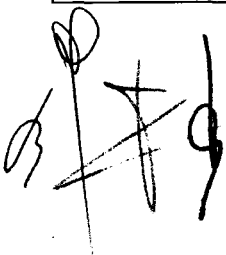
Article 7

Le travailleur bénéficiaire des dispositions de la présente convention est tenu d'informer son dernier employeur dès qu'il bénéficie d'une pension de retraite.

Article 8

Les années durant lesquelles le travailleur bénéficie des dispositions de la présente convention entrent en ligne de compte pour déterminer le facteur "n" pris en considération dans le calcul de la pension complémentaire.

Article 9

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large stylized 'B' on the left and a large stylized 'G' on the right, with some scribbles in between.

Les travailleurs licenciés en exécution des dispositions de la présente convention bénéficieront de la prime de fin d'année, pour l'année au cours de laquelle leur contrat de travail prend fin, au prorata de leur période d'occupation au cours de cette année.

Article 10

L'employeur versera aux travailleurs licenciés en exécution des dispositions de la présente convention le solde éventuel de leur compte de masse d'habillement.

Article 11

Le solde éventuel de l'avance sociale est récupérable lors du départ du travailleur.

CHAPITRE I - Champ d'application

Article 12

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2003 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2003.

La présente convention garde ses effets au-delà du 31 décembre 2003 à l'égard des travailleurs qui en bénéficient au moment où elle cesse de produire ses effets.

Namur, le
27.12.2002